

Art. 7. Dit besluit treedt op 20 januari 1995 in werking.

Art. 8. De Minister van Hoger Onderwijs en de Minister van Onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 februari 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 2111

[C — 27415]

11 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon
définissant les missions respectives et le fonctionnement des conseils
visés à l'article 36 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, II, 4°;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 36;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il importe de déterminer au plus tôt les missions respectives et le fonctionnement des conseils visés à l'article 36 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Considérant qu'il est tout à fait indispensable que les divers conseils instaurés dans le cadre de l'Agence wallonne puissent être opérationnels dès la mise en place de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, de la Santé et du Logement,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1er, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1^o décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2^o Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement des conseils*

Art. 3. Les membres sont nommés par le Gouvernement, pour un mandat de quatre ans renouvelable.

Lorsqu'un membre du conseil cesse d'exercer son mandat, le Gouvernement doit, dans les trois mois, veiller au remplacement de ce membre. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

Art. 4. Le président convoque le conseil, préside les réunions et signe les avis émanant du conseil.

En cas d'empêchement du président, la présidence est exercée par un membre du conseil désigné par le conseil.

Art. 5. Chaque conseil est assisté d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint désignés par le comité de gestion parmi les membres du personnel de l'Agence.

Art. 6. Le comité de gestion établit le règlement d'ordre intérieur des conseils et le soumet pour approbation au Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Les missions des conseils*

Art. 7. Les missions des trois conseils sont réparties comme suit :

1^o le conseil pour l'aide individuelle à l'intégration est compétent :

a) en ce qui concerne les prestations individuelles dont le principe est visé à l'article 14, deuxième alinéa, 8^e, 9^e, 10^e et 14^e tirets;

b) pour les services dont question à l'article 24, 1^o, 2^o, 3^o, 8^o et 10^o du décret;

2^o le conseil pour l'éducation, l'accueil et l'hébergement est compétent :

a) en ce qui concerne les prestations individuelles dont le principe est visé à l'article 14, deuxième alinéa, 11^e tiret;

b) pour les services dont question à l'article 24, 6^o, 7^o, 9^o et 11^o du décret;

3^o le conseil pour l'éducation, la formation et l'emploi est compétent :

a) en ce qui concerne les prestations individuelles dont le principe est visé à l'article 14, 12^e et 13^e tirets;

b) pour les services dont question à l'article 24, 4^o et 5^o du décret.

Art. 8. Chaque conseil donne, sauf urgence, un avis dans le mois au comité de gestion pour tout projet d'arrêté ou tout point qui lui est soumis relatif aux matières telles que définies à l'article 7.

Chaque conseil est habilité, dans les matières telles que définies à l'article 7, à soumettre toute proposition utile au comité de gestion.

Art. 9. Dans le cadre des compétences qui lui sont attribuées à l'article 7, chaque conseil est chargé :

1° de donner un avis sur l'octroi d'agrément ou sur la modification de celui-ci ainsi que sur la suspension ou le retrait éventuel d'un agrément et l'octroi de subsides et de conventions;

2° de rassembler des éléments d'appréciation relatifs à la manière dont les services respectent les principes développés à l'article 4 du décret, de formuler des recommandations éventuelles et donner un avis lorsque des plaintes concernant le fonctionnement des services lui sont soumises par le comité de gestion;

3° d'établir la synthèse des conclusions des commissions subrégionales en termes de besoins de services et de présenter des propositions concernant le programme visé aux articles 30 et 44 du décret.

Art. 10. Les conseils peuvent se réunir ensemble sur des sujets d'intérêt commun à l'initiative du comité de gestion de l'Agence.

CHAPITRE IV. - Dispositions abrogatoires

Art. 11. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 décembre 1983 déterminant les règles à suivre pour l'agrément, l'organisation et le fonctionnement des institutions destinées à accueillir des personnes handicapées placées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, ainsi que pour la subvention des frais d'hébergement, d'entretien, d'éducation et de traitement des bénéficiaires dudit Fonds, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 6 avril 1984;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 septembre 1985 fixant le montant des jetons de présence, des frais de déplacement et autres frais accordés au président, au vice-présidents, aux membres et aux experts de la Commission de programmation et de consultation instaurée auprès du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

3° l'arrêté ministériel du 23 février 1994 portant nomination des membres, du président, des vice-présidents, du secrétaire, de et du secrétaire adjoint de la Commission de programmation et de consultation instituée dans le secteur de l'hébergement des personnes handicapées;

4° les articles 14, 15, 16 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

CHAPITRE V. - Dispositions finales

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées.

Art. 13. Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé pour la Région wallonne,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 2111

[C - 27415]

**11 MEI 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de werking
en de respectievelijke opdrachten van de raden bedoeld in artikel 36 van het decreet van 6 april 1995
betreffende de integratie van gehandicapte personen**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 4°;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemengschaapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 36;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de werking en de respectievelijke opdrachten van de raden bedoeld in artikel 36 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen zo spoedig mogelijk bepaald moeten worden;

Overwegende dat de verschillende raden, ingesteld in het kader van het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen, absoluut operationeel moeten kunnen zijn zodra het Agentschap is opgericht;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;
- 2° Agentschap : het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen.

HOOFDSTUK II. – *Werking van de raden*

Art. 3. De leden worden voor een vernieuwbaar mandaat van vier jaar door de Regering benoemd.

Als een lid van de raad ophoudt zijn mandaat uit te oefenen, moet de Regering binnen drie maanden in zijn vervanging voorzien. In dat geval beëindigt het nieuwe lid het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Art. 4. De voorzitter roept de raad bijeen, zit de vergaderingen voor en ondertekent de adviezen die door de raad worden uitgebracht.

Bij verhindering van de voorzitter wordt het voorzitterschap bekleed door een lid van de raad, dat door deze laatste wordt aangewezen.

Art. 5. Elke raad wordt bijgestaan door een secretaris en een adjunct-secretaris die door het beheerscomité onder de personeelsleden van het Agentschap worden aangewezen.

Art. 6. Het beheerscomité stelt het huishoudelijk reglement van de raden op alvorens het aan de goedkeuring van de Regering te onderwerpen.

HOOFDSTUK III. – *Opdrachten van de raden*

Art. 7. De opdrachten van de drie raden worden verdeeld als volgt :

1° de raad voor individuele hulp aan de integratie is bevoegd :

a) voor de individuele dienstverleningen waarvan het principe in artikel 14, tweede lid, streepjes 8, 9, 10 en 14 vermeld staat;

b) voor de diensten vermeld in artikel 24, 1°, 2°, 3°, 8° en 10° van het decreet;

2° de raad voor opvoeding, opvang en huisvesting is bevoegd :

a) voor de individuele dienstverleningen waarvan het principe in artikel 14, tweede lid, 11e streepje, vermeld staat;

b) voor de diensten bedoeld in artikel 24, 6°, 7°, 9° en 11°, van het decreet;

3° de raad voor opvoeding, vorming en tewerkstelling is bevoegd :

a) voor de individuele dienstverleningen waarvan het principe in artikel 14, streepjes 12 en 13, vermeld staat;

b) voor de diensten bedoeld in artikel 24, 4° en 5°, van het decreet.

Art. 8. Behalve dringende noodzaak geeft elke raad binnen de maand een advies aan het beheerscomité over elk besluitsontwerp of punt dat hem onderworpen wordt i.v.m. de materies vermeld in artikel 7.

Iedere raad is bevoegd om elk nuttig voorstel bij het beheerscomité in te dienen i.v.m. de materies vermeld in artikel 7.

Art. 9. In het kader van de bevoegdheden die hem op grond van artikel 7 toegekend worden, wordt elke raad ermee belast :

1° een advies te geven over de toekenning van de erkenning of over de wijziging ervan, alsook over de schorsing of de mogelijke intrekking van een erkenning en de toekenning van subsidies en overeenkomsten;

2° te beordelen in hoever de diensten de in artikel 4 van het decreet bedoelde principes in acht nemen, mogelijke aanbevelingen te formuleren en een advies te geven wanneer het beheerscomité klachten over de werking van de diensten indient;

3° een synthese op te maken van de conclusies van de subregionale commissies inzake de behoeften van de diensten en voorstellen te doen betreffende het programma waarvan sprake in de artikelen 30 en 44 van het decreet.

Art. 10. De raden kunnen, op initiatief van het beheerscomité van het Agentschap, overleg plegen over onderwerpen van gemeenschappelijk belang.

HOOFDSTUK IV. – *Opheffingsbepalingen*

Art. 11. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 december 1983 tot vaststelling van de te volgen regels voor de erkenning, de organisatie en de werking van de inrichtingen bestemd voor het onthaal van minder valide personen die ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder valide personen werden geplaatst; alsook voor de betoelaging van de kosten van opname, onderhoud, opvoeding en behandeling van de begunstigden van het vooroemde Fonds, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 6 april 1984;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 september 1985 tot vaststelling van het bedrag van de zitpenningen en van de tegemoetkoming in de reiskosten en andere kosten, toegekend aan de voorzitter, ondervoorzitters, aan de leden en de deskundigen van de Programmatie- en Adviescommissie, ingesteld bij het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

3° het ministerieel besluit van 23 februari 1994 tot benoeming van de leden, voorzitter, vice-voorzitters, secretaris en adjunct-secretaris van de Programmatie- en Adviescommissie ingesteld in de sector van opname van gehandicapte personen;

4° de artikelen 14, 15, 16 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

HOOFDSTUK V. – *Slotbepalingen*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen in werking treedt.

Art. 13. De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX